

La repentance et le mensonge : poisons intellectuels français

Près d'un quart-siècle après le génocide rwandais, une certaine presse continue à jeter le doute sur le rôle qu'a joué dans ce drame l'armée française. Le général François Torrès s'élève à juste titre contre une telle manipulation de l'information et rappelle que déjà, 20 ans auparavant, un journaliste du même quotidien avait travesti la réalité d'autres massacres perpétrés cette fois-ci par les Khmers rouges au Cambodge.



Puissance et instrumentalisation de l'image

Aujourd'hui 16 mars, j'ai sous les yeux la première page du *Monde*, cette quintessence du poison intellectuel français. Plus de 20 ans après, voilà un nouvel et long article sur « *le génocide rwandais* » et, dit le titre sur 4 colonnes, « *une enquête sur les derniers secrets français* ».

Méprisable de mauvaise foi où transparaisent à la fois l'obsession du scoop sur le dos des armées françaises et le prurit de repentance jamais assouvi dans cette mouvance moralisatrice en chambre à l'affût de toutes les occasions même les plus infimes et les moins probantes pour flétrir, déshonorer et parfois profaner.

À l'intérieur du journal, deux vastes pages mêlant les états d'âme, les témoignages directs, les « on dit » tous entièrement à charge. Traitant par le mépris les mises au point d'Hubert Védrine et du général Lafourcade, laissant entendre sans nuance que la hiérarchie forcément monstrueusement immorale ne fait que travestir la vérité, les auteurs (en réa-

lité les deux pages ne proposent que la signature de David Servenay, auteur d'un article de *Rue 89* en 2008 sur l'enquête à la suite de l'assassinat d'Habyarimana) animés d'une vision manichéenne et moralisatrice du monde et de la vérité, se gardent de livrer toute information contraire à leurs thèses culpabilisatrices semblant sorties tout droit d'un sermon dominical incitant à la confession.

« Cette mouvance intellectuelle, qui distille sans cesse le poison du doute génocidaire à la charge de la France »

Comble de cynisme, à la fin de l'article cette mouvance intellectuelle, qui distille sans cesse le poison du doute génocidaire à la charge de la France devenant, par réflexe de bouc-émissaire, une accusation pesant seulement sur les armées françaises, finit sans le moindre scrupule, par pointer du doigt l'annulation d'une mission de *Jaguar*, précisément décidée par crainte qu'en cas d'erreur, la France soit accusée de génocide.

Ayant instillé le venin de la culpabilité fran-



Organiser les camps de réfugiés et les sécuriser

« Rarement un article de journal uniquement à charge aura fait preuve, 24 ans après les faits, d'autant d'incohérence outreucidante »

çaise, eux les chevaliers blancs de l'information qu'ils ne cessent pourtant de triturer dans un seul sens, concluent cette longue diatribe en pointant du doigt l'annulation par l'Élysée d'un appui aérien, précisément parce que la présidence était tétanisée par la morale accusatrice qu'ils diffusent sans mesure. Rarement un article de journal uniquement à charge aura fait preuve, 24 ans après les faits, d'autant d'incohérence outreucidante.

Enfin, si le journal *Le Monde* avait vraiment le niveau international de « quotidien français de référence » dont il se réclame, il aurait pris la peine de hausser l'analyse d'un étage et aurait examiné la situation qui, à l'époque, prévalait dans la région des Grands Lacs où, depuis l'Ouganda, se développaient les causes réelles du génocide, attisées par la vision à très court terme, univoque et égocentrique que les États-Unis se font de leur

propre sécurité. En d'autres termes et pour dire les choses plus crûment, comment Washington encourageait et préparait aux portes du Rwanda l'offensive tutsi du futur dictateur de Kigali (Paul Kagamé) qui, aujourd'hui, manipule la constitution pour se maintenir au pouvoir. Les errements américains sont abondamment décrits dans un livre que les intellectuels français ignorent *Another fine mess - America, Uganda and the War on Terror* (Helen C. Epstein, Columbia Global reports, 2017).

L'incidence démocratique conduit aussi à réfléchir à la démocratie en Afrique, fausse bonne idée dans les inextricables situations claniques africaines que le discours de La Baule de François Mitterrand, expert des symboles creux, croyait - mais était-ce une conviction ou une pure manipulation ? - pouvoir imposer aux Africains en échange de l'aide française au développement. Mais chacun voit bien que la « démocratie », concept ancestral des philosophes grecs élitistes, aujourd'hui mis à toutes les sauces culturelles, repose sur deux principes.

Le premier, mathématique, décompte les voix ; le deuxième, essentiel et presque utopique, y compris dans les sociétés dites développées, spéculé sur l'autonomie individuelle capable de voter en fonction de la qualité des candidats et non pas de leur appartenance à une coterie. En l'absence du deuxième critère, qui est celui de la subtilité individuelle supposant d'abord une distance, une éducation et une culture, c'est la loi clanique du nombre, premier critère mathématique qui prévaut. Au Rwanda, depuis l'indépendance, elle favorise les Hutus, contre les Tutsi. Ce faisant, elle nourrit les ressentiments et la haine attisée par Washington, à l'origine de l'aventure ougandaise.

Ainsi, reprenant les errements des colonisateurs belges, la France idéologique de Mitterrand, au mieux drapée dans les bonnes intentions démocratiques, au pire opportuniste et cynique, a-t-elle créé un monstre dont une des conséquences fut d'attiser dans l'Afrique clanique des Grands Lacs les haines ancestrales à l'origine de massacres récurrents. À l'évidence, mieux valait laisser faire l'antique palabre africaine à l'ombre des grands banyans.

Abandonnant sans vergogne la hauteur de vue la plus élémentaire qui met en perspective, balance les faits, rappelle l'Histoire et interroge avec humilité la complexité des situations humaines, les auteurs dont les motivations ne sont articulées – je pèse les mots – qu'à l'aune de la repentance confinant à la disparition de l'instinct de survie et à l'excitation du scoop dont il faut bien reconnaître que la rengaine commence à être péniblement ressassée, ont, au contraire, choisi d'aborder le sujet par le truchement de l'étroite lunette – au demeurant respectable, mais forcément partielle et insuffisante –, des états d'âme de plusieurs militaires français.

Le premier, dont le livre au titre vendeur se veut édifiant, est Guillaume Ancel, auteur de *Rwanda, la fin du silence. Témoignage d'un officier français* aux éditions Belles Lettres. Evidemment Mediapart n'a pas manqué de se joindre à cette opération d'autodestruction sous couvert de vérité. Pour solde de tout compte, sans le moindre recul, uniquement articulé à sa petite expérience, Guillaume Ancel exprime sur l'opération *Turquoise*, un jugement définitif et finalement arrogant



Les parachutistes français plongés au cœur du drame humanitaire rwandais

ECPAD

LIBRES PROPOS

d'assurance, repris sur la quatrième de couverture par Stéphane Audouin-Rouzeau, chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales dont la connaissance du sujet est pour le moins parcellaire : « *Sous le couvert d'une opération humanitaire destinée à mettre fin aux massacres, cet officier comprend vite que la France soutient le gouvernement génocidaire rwandais* ». Amen.

Les autres militaires français ayant eu des états d'âme, dont je répète qu'ils sont respectables mais insuffisants, cités dans cette charge affligeante de partialité péniblement ruminée depuis plus de 20 ans, sont évoqués au passage : il s'agit de Jean-Rémi Duval, alias « *Diego* », des commandos de l'Air, témoin de l'affaire des rescapés tutsi de Biseseo qui, dit l'article, « *durent attendre 3 jours* » l'intervention française de *Turquoise*.

Reconnaissant tout de même que l'épisode, sur lequel le général Lafourcade s'est clairement exprimé, « *reste nébuleux* », l'article cite sur le même sujet un troisième militaire, l'adjudant-chef Prungnaud (GIGN) affirmant avoir été berné par ses supérieurs lui ayant dit que sa mission consistait à réagir – contrairement à l'évidence – à des massacres perpétrés par les Tutsi contre les Hutus, tandis que « *son supérieur direct lui aurait interdit de se porter au secours des survivants de Biseseo* ». À lui seul, ce témoignage incohérent livré par *Le Monde* sans aucun recul, ni contrepoint discrédite l'article.

La repentance et le scoop

Enfin, comme pour confirmer que cette nouvelle charge du journal *Le Monde* ouvre un feuilleton à épisodes dont les objectifs sont autant commerciaux que moralisateurs, l'article se

termine par une publicité alléchante : « *Prochain article : les mises en garde de la DGSE* ». Décidément, les ficelles de notre quotidien national sont de plus en plus grosses : la repentance et le scoop.

« Ce n'est pas nouveau. Sauf que l'idéologie proto-révolutionnaire articulée au souvenir de Robespierre des années 70 a été remplacée par la morale culpabilisatrice »

Ce n'est pas nouveau. Sauf que la morale culpabilisatrice a remplacé l'idéologie proto-révolutionnaire articulée au souvenir de Robespierre des années 70. À cette époque, l'exercice fumigène morbide des intellectuels était toujours pétri de l'idéal pathologique de la révolution sanguinaire, considérée par eux comme le passage obligé du progrès humain. Pour que l'humanité progresse, le sang doit couler. Ainsi justifiaient-ils la Terreur, Mao, Staline et Polpot.

C'est ainsi que, comble de l'esprit suicidaire, la pensée française trouva même des motifs de glorifier les grands assassins de l'Histoire.

Retour avec *Le Monde* au Cambodge de Polpot

En avril 1975, alors que, manipulés par la Chine, les Khmers rouges (KR), dont le régime meurtrier provoqua la mort de près de 30 % de la population cambodgienne (au bas mot 2,5 millions de morts), eut lieu une des plus néfastes erreurs d'appréciation sur ce qui se passe réellement dans un pays

Le régime de Lon Nol, catalogué « pro-américain » et corrompu, fut vilipendé par les intellectuels progressistes, notamment en France, tandis que les Khmers rouges, dont la nature et les exactions étaient pourtant déjà

connues - voir le livre de François Bizot, *Le Portail*, qui explore la situation au Cambodge du début des années soixante-dix -, furent considérés comme des « libérateurs » purs et estimables par l'intelligentsia française dont le journaliste du *Monde* Patrice De Beer.

Voyant ce qu'il voyait, marqué par la fuite, la menace, l'expulsion et les exécutions sommaires, au milieu de l'évacuation aberrante de la ville - enfants, femmes et vieillards compris -, le journaliste continuait à attribuer aux KR un crédit

« En avril 1975, eut lieu une des plus néfastes erreurs d'appréciation sur ce qui se passe réellement dans un pays »

moral sans nuances. Cette année-là, à la veille d'un des plus grands massacres de l'histoire du xx^e siècle, Patrice de Beer écrivait dans *Le Monde* un article contredisant la plus élémentaire vérité de ce qui se produisit réelle-

ment, quand, après le 17 avril 1975, les polpotistes investirent Phnom-Penh. « *La ville est libérée, les révolutionnaires sont arrivés par le nord, non loin de l'ambassade de France [...]. On entend encore des coups de feu dans le centre de la ville, mais l'enthousiasme populaire est évident. Des groupes se forment autour des maquisards souvent porteurs d'armes américaines, jeunes, heureux, surpris par leur succès facile* ».

« *C'est un merdier* » commentait ce matin un de mes camarades de promotion. En effet. Nous savons qui l'entretient et comment. L'heure est décidément venue de réagir à cette mouvance intellectuelle toxique tellement univoque et partielle sous couvert de vérité qu'elle en devient suicidaire.

François TORRES

Officier général (2s)

Ancien attaché de Défense au Cambodge

Turquoise fut avant tout une opération humanitaire

(...) « *Il faut redire avec force que la France n'a pas de responsabilité dans l'atroce génocide de 1994 et que l'opération Turquoise a été exemplaire. Je suis personnellement très fier d'y avoir participé.*

(...) « *La seule erreur commise par le président Mitterrand fut de penser en décembre 1993 que la France pouvait se retirer et laisser à l'ONU la charge du maintien de la paix.*

Après qu'il ait pesé de tout son poids de 1990 à 1993 pour une plus grande démocratisation du régime du président Habyarimana, en échange de l'aide militaire de la France. Moins de quatre mois plus tard, du fait de l'incurie de l'ONU et de la MINUAR, de l'indifférence feinte ou réelle de la « communauté internationale », à la faveur de l'assassinat du président Habyarimana par le FPR, s'installait le chaos au Rwanda et dans la région des Grands Lacs. Seule l'opération Turquoise a tenté d'y mettre fin. Véritable opération humanitaire, menée dans un contexte très difficile.

La lecture manichéenne du drame rwandais conduit à déformer l'Histoire, à la nier, à la réviser pour en donner une version fautive et génératrice de haines inexpiables.

Colonel (er) Jacques HOGARD,

Ancien commandant du Groupement Sud de l'Opération Turquoise (extrait)